

formation Apprendre aux imams à contrer les radicaux

L'immense baie vitrée offre un panorama grandiose sur le quartier nord de Bruxelles. Vers 14 heures, la salle Iris, située dans le complexe de la gare du nord et mise à disposition par la Région, se remplit. Quatre-vingts imams et conseillers islamiques qui officient partout en Belgique, assistent ce mercredi à la première séance d'un cycle de formation qui s'étale sur l'année, initié par l'Exécutif des Musulmans de Belgique et soutenu financièrement par les autorités fédérales. Dans le brouhaha des invités qui s'installent, ça parle arabe, français, et néerlandais. La majorité d'entre eux se présentent en civil, costumes pour certains, simples jeans et chemise pour d'autres. Quelques-uns, plus âgés ou, au contraire, assez jeunes, ont revêtu la tenue traditionnelle, couvre-chef compris.

Noureddine Smaili, le président de l'Exécutif des Musulmans de Belgique prend la parole le premier. Après quelques remerciements, il tient à se montrer ferme : « Ces conférences sont obligatoires et nous prendrons des mesures contre ceux qui n'y participeront pas ! » Si des formations sont organisées fréquemment depuis plusieurs années, il s'agit du premier cycle axé principalement sur la radicalisation. « Je demanderai à tous les imams de diffuser cela dans leurs mosquées et de le faire soit en français, en néerlandais, ou de prévoir un traducteur », poursuit le président.

En l'occurrence, c'est par la troisième option que s'ouvre le premier exposé... Taher Tujgani, le président du Conseil des Théologiens, ne parle pas français. Il énonce donc son discours en arabe. Une traduction simultanée est disponible. Abordant les droits de l'Homme, le respect d'autrui ou encore l'interdiction du meurtre (« Allah interdit de détruire ce qu'il a créé »), le théologien répète à l'envi que la paix « reste la vraie valeur de l'islam ». Un argumentaire qui peine à convaincre ce conseiller islamique en

prison, par ailleurs professeur : « J'attendais de cette formation qu'on y parle franchement ! Dire que l'islam, c'est la paix, tout le monde le sait. Mais qu'allons-nous répondre à ces jeunes ? Nous

devons être à la hauteur, et surtout, leur parler en français, ou en néerlandais ! On en a marre des gens qui viennent de l'extérieur, qui ne connaissent pas la langue, ni les mentalités belges. Il y a urgence si on veut prévenir de nouveaux départs »

Cet autre conseiller, M. Rharib attend surtout des formations de l'Exécutif davantage d'outils d'analyse notamment pour distinguer « le message véridique du Coran et ses abominations ».

Le second exposé livré (en français) par Brahim Bouhna, conseiller islamique en chef, se voudra un peu plus concret, malgré une ouverture visant surtout à dénoncer les travers de notre système carcéral belge. Reste que Bra-

him Bouhna propose à tout le moins une « typologie » des détenus radicalisés, entre radicalisme théologique, conformiste et sociétal. Pour prévenir la radicalisation, il s'agit tout d'abord d'identifier et la nature et le degré de radicalisation.

« On reste dans le superficiel »

La lumière décline et le ciel bruxellois se pare de nuages rosés et bleutés. La séance de questions-réponses qui clôt l'après-midi de formation laisse deviner une satisfaction en demi-teinte. L'imam de Verviers, Franck Amin Hensch, n'y va pas par quatre chemins : « On reste dans le superficiel. Pour répondre aux jeunes, nous avons vraiment besoin d'outils, d'une formation pointue, plutôt que d'entendre toujours les mêmes discours. » Adil Ajattar, prêcheur du vendredi à la mosquée el Moutaki, à Molenbeek, n'a pas une question à poser mais une invitation à adresser à l'Exécutif : « Je vous invite à venir dans les com-

munes pour organiser des colloques qui traitent de ces sujets sensibles directement avec les jeunes ! Ça ne doit pas rester des discussions d'élite, mais être à la portée de tous. » Originaire du Maroc, d'où il est diplômé en théologie, mais vivant en Belgique depuis 30 ans et diplômé d'architecture à Bruxelles, il prêche en français, en arabe, voire en berbère, depuis des années. Lui qui refuse de pointer un problème « Molenbeek », nous explique souhaiter davantage de

soutien de la part de l'Exécutif. « Nous parlons toute l'année avec cette jeunesse. Mais cela reste à une échelle individuelle. Pourquoi ne pas amener les historiens, les sociologues sur le terrain ? »

La séance de questions-réponses laisse place à de nombreuses propositions. Pourquoi ne pas travailler en ateliers, en petits groupes pour apprendre à déconstruire les discours radicaux ? Pour offrir un discours qu'ils comprennent aux jeunes qui ne profitent pas de prêches en français dans leur mosquée, l'idée est lancée d'une sorte de « tournée » avec quelques imams volontaires. Face à des événements aussi importants, comment n'envisage-t-on pas des sermons du vendredi « communs » ?

Le président de l'Exécutif se réjouit de toutes ces idées « géniales », mais tient à finir comme il avait commencé. Sur une note d'autorité : « Nous avons une très grande pression du gouvernement par rapport à vous. Au ministère de la Justice, on ne joue plus ! Nous protégeons nos imams, aidez-vous à mettre fin à ce radicalisme qui nous casse les pieds ! »

Les formations auront lieu toute l'année, une fois par mois. Les thèmes balayent large : de la séparation des pouvoirs à la jeunesse, en passant par la problématique des jeunes qui partent en Syrie, des liens entre l'islam et l'Internet, des convertis, ou encore de l'homophobie et... du bien-être animal. ■

ELODIE BLOGIE